



## Conseil de sécurité

### **Briefing sur le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine**

New York, le 10 septembre 2024

Déclaration de la Suisse  
Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

---

Monsieur le Président,

Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires ad interim, Madame Joyce Msuya, pour son intervention.

Une fois de plus, ce Conseil se réunit suite aux intenses attaques russes menées à travers l'Ukraine.

Ces derniers jours, de l'ouest à l'est du pays, des villes ont été la cible de vagues d'attaques, dont certaines figurent parmi les plus meurtrières depuis le début de l'agression militaire de la Russie. Les habitantes et habitants de Lviv, de Kryvj Rih, de Kharkiv, de Poltava, de Kyiv, et des régions de Sumy et de Donetsk, entre autres, continuent de payer le prix de cette violence.

La Suisse condamne ces attaques qui touchent la population et les infrastructures civiles. Nous sommes choqués par le nombre de victimes, dont de nombreux enfants, et par les dégâts considérables causés aux habitations, aux établissements de santé et d'enseignement, perturbant une fois de plus l'éducation au début de la nouvelle année scolaire. Nos pensées vont aux victimes et à leurs proches. Nous sommes particulièrement consternés par les attaques contre des zones où des personnes ayant fui les lignes de front ont cherché refuge, avant de voir leur vie basculer une fois de plus.

Monsieur le Président,

Il importe de le répéter : une guerre d'agression ne peut jamais être justifiée. De plus, les guerres ont des limites clairement établies par le droit international humanitaire que toutes les parties au conflit doivent respecter, en toutes circonstances. Elles doivent notamment en tout temps respecter le principe de distinction entre les civils et les combattants, ainsi qu'entre les biens civils et les biens militaires. Diriger des attaques contre la population civile et les biens de caractère civil constitue un crime de guerre. En outre, dans la conduite des hostilités, toutes les précautions pratiquement possibles doivent être prises pour éviter les pertes en vies civiles et des dommages qui pourraient être causés aux biens civils.

Des enquêtes approfondies et indépendantes doivent être menées sur ces attaques graves et les responsables doivent répondre de leurs actes.

Monsieur le Président,

Le travail des partenaires humanitaires en Ukraine est inestimable. Au cours des six premiers mois de cette année, les organisations d'aide ont apporté une assistance à 5,6 millions de personnes.

Les civils dépendent chaque jour de ce soutien vital.

La Suisse salue les efforts inlassables du personnel humanitaire, qu'il s'agisse de fournir une aide immédiate aux côtés des premiers intervenants après les attaques, ou d'assister ceux qui sont contraints de fuir les zones près des lignes de front. Ils accomplissent ces actions au péril de leur propre sécurité.

Le droit international humanitaire exige que toutes les parties autorisent et facilitent l'accès humanitaire aux civils dans le besoin.

La situation humanitaire risque de se détériorer davantage avec l'arrivée prochaine de la saison froide, notamment en raison des importants dommages causés aux infrastructures. Il y a deux semaines, une attaque à grande échelle des forces russes contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes - la neuvième en cinq mois - a de nouveau causé des dégâts considérables. Nous restons préoccupés par l'impact de la dégradation du système énergétique sur les centrales nucléaires ukrainiennes. Nous saluons donc les efforts continus de l'AIEA pour assurer la sûreté et la sécurité nucléaires dans la région.

La Suisse continuera de fournir de l'aide humanitaire. Nous soutenons le Fonds humanitaire de l'ONU pour l'Ukraine et apportons un soutien matériel dans le domaine de l'énergie en vue de l'hiver. En ce moment critique, un soutien international coordonné est indispensable.

Il est crucial d'agir rapidement et de manière coordonnée pour réduire l'impact des mines et autres engins explosifs sur les populations. C'est dans cet esprit que la Suisse, en collaboration avec l'Ukraine, organise la *Ukraine Mine Action Conference* les 17 et 18 octobre à Lausanne. Nous comptons sur une participation de haut niveau de la part de tous les pays engagés dans cet effort.

Cependant, pour parvenir à une amélioration durable, cette guerre doit cesser. Nous appelons la Russie à retirer ses troupes du territoire ukrainien. Nous restons déterminés à contribuer à une paix juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte des Nations unies.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President,

I thank the Acting Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Ms Joyce Msuya, for her briefing.

Once again, this Council is meeting in the wake of intense Russian attacks across Ukraine.

In recent days, cities from the west to the east of the country have been the target of waves of attacks, some of them among the deadliest since the start of Russia's military aggression. The inhabitants of Lviv, Kryvyi Rih, Kharkiv, Poltava, Kyiv, and the Sumy and Donetsk regions, among others, continue to pay the price for this violence.

Switzerland condemns these attacks impacting civilians and civilian infrastructure. We are shocked by the number of victims, including many children, and by the considerable damage caused to homes, health and educational facilities, once again disrupting education at the start of the new school year. Our thoughts are with the victims and their families. We are particularly dismayed by attacks on areas where people who have fled the front lines have sought refuge, only to see their lives disrupted once again.

Mr. President,

It bears repeating: a war of aggression can never be justified. In addition, wars have clearly defined limits under international humanitarian law, which all parties to a conflict must respect in all circumstances. Notably, they must at all times respect the principle of distinction between civilians and combatants, and between civilian and military objects. Directing attacks against the civilian population and civilian objects constitutes a war crime. Furthermore, in the conduct of hostilities, all feasible precautions must be taken to avoid loss of civilian life and damage to civilian objects.

These serious attacks must be thoroughly and independently investigated, and those responsible held to account.

Mr. President,

The work of humanitarian partners in Ukraine is invaluable. In the first six months of this year, aid organizations provided assistance to 5.6 million people.

Civilians depend on this vital support every day.

Switzerland applauds the tireless efforts of humanitarian personnel, whether providing immediate aid alongside first responders after attacks, or assisting those forced to flee areas close to the front lines. They often do so at the risk of their own safety. International humanitarian law requires all parties to allow and facilitate humanitarian access to civilians in need.

The humanitarian situation is likely to deteriorate further with the onset of the cold season, not least because of the extensive damage to infrastructure. Two weeks ago, a large-scale attack by Russian forces on Ukrainian energy infrastructure - the ninth in five months - again caused considerable damage. We remain concerned about the impact of the deteriorating energy system on Ukraine's nuclear power plants. We therefore welcome the IAEA's ongoing efforts to ensure nuclear safety and security in the region.

Switzerland will continue to provide humanitarian aid. We are supporting the UN Ukraine Humanitarian Fund and are providing material support in the energy sector for the winter. At this critical time, coordinated international support is essential.

It is crucial to act quickly and in a coordinated way to reduce the impact of mines and other explosive devices on populations. It is in this spirit that Switzerland, in collaboration with Ukraine, is organizing the *Ukraine Mine Action Conference* on October 17 and 18 in Lausanne. We are counting on high-level participation from all the countries involved in this effort.

However, to achieve lasting improvement, this war must end. We call on Russia to withdraw its troops from Ukrainian territory. We remain determined to contribute to a just and lasting peace in Ukraine, in accordance with the United Nations Charter.

I thank you.